

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

BUREAUX: Rue Nam, 1. A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

Le Nord de la France: Trois mois: 10 f. Six mois: 19. Un an: 37.

A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1. A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

ROUBAIX, 19 MAI 1871

Les troupes nationales vont entrer à Paris

Quelques soient les obstacles qu'elles y rencontreront, les troupes nationales vont entrer à Paris...

La division régnait dans la Commune; les forces de la ville se font, arrêtent les uns les autres; leurs crimes et leurs folies ont éloigné d'eux les hommes auxquels il reste encore une étincelle de sentiment d'intelligence...

Quoi qu'il advienne, l'Assemblée nationale et le chef du Pouvoir exécutif peuvent entrevoir, comme prochain, le moment où ils seront maîtres absolus de la situation.

Que feront-ils alors? L'Assemblée se déclarera-t-elle constituante ou bien fera-t-on un nouvel appel aux électeurs, avant d'arrêter la forme définitive du gouvernement.

Si nous nous en rapportons aux renseignements qui nous arrivent de Versailles, c'est la première supposition qui est la plus vraisemblable.

Toutes ou presque toutes les fractions de l'Assemblée sont d'accord pour reconnaître son droit constituant. La gauche elle-même vient d'affirmer ce droit par la proposition Peyrat.

Bien qu'une telle proposition fût de nature à froisser les sentiments bien connus de la majorité, l'Assemblée a fait preuve d'un grand tact politique en s'abstenant de toute réclamation.

L'urgence réclamée a rencontré un refus très-absolu et très-significatif. La majorité est très-résolue à ne pas laisser plus longtemps la France dans les oscillations anarchiques...

Si tel est le sentiment que fait naître la proposition elle-même, les considérations dont M. Peyrat l'a appuyée ne sont pas moins capables de satisfaire la majorité en facilitant sa tâche.

Ce n'est pas l'Assemblée qui contestera cela; mais que M. Peyrat l'invite à se prononcer, il ne saurait trouver mauvais qu'elle donne sur cette question l'avis qui lui paraîtra le meilleur, quand

même ce ne serait pas celui de M. Peyrat.

Il nous reste à examiner quelle est la meilleure forme de gouvernement pour notre pays.

C'est ce que nous ferons dans un prochain article.

LA RÉPUBLIQUE IMPOSÉE A L'ASSEMBLÉE.

La passion républicaine est la plus aveugle des passions; elle ne voit pas les réalités les plus évidentes, elle résiste à tous les traitements qui pourraient lui rendre la lumière.

Ne faut-il pas, en effet, être affligé d'une étrange cécité morale pour demander en ce moment à la majorité de l'Assemblée nationale, aux représentants de la France monarchique, de proclamer la République?

Comment! c'est lorsque la République est responsable de la plus désastreuse paix que jamais la France ait subie, c'est lorsque la République a livré Paris à la plus formidable insurrection qui ait jamais ensanglanté la patrie...

Comment! c'est lorsque Paris est dévasté par l'armée républicaine, lorsque les provinces réclament à grands cris le rétablissement du gouvernement monarchique, qui peut seul réparer tous les désastres...

Le rédacteur en chef de l'Avenir national, M. Peyrat, est chargé, au nom de la gauche, de faire sur l'Assemblée cette tentative d'intimidation.

Il a demandé que la République soit reconnue comme le Gouvernement définitif de la France, et, parmi les motifs qu'il a donnés à l'appui, il a signalé les aspirations monarchiques dans les départements...

Il demandait tout naturellement l'urgence pour sa motion. L'accueil qu'une telle proposition républicaine a reçu de la majorité, a dû prouver à la minorité qu'il serait plus difficile qu'elle ne le supposait d'obtenir de l'Assemblée la continuation des essais révolutionnaires...

Les intrigues monarchiques signalées par les auteurs de la proposition républicaine ont pour complément en ce moment TRENTÉ MILLIONS DE FRANÇAIS, DIX MILLIONS D'ÉLECTEURS et CINQ CENTES REPRESENTANTS, qui ne sont pas d'avis de subir plus longtemps la tyrannie d'une minorité fanatique ou révolutionnaire...

Lettre de Paris

Paris, 17 mai. Quand j'ai quitté Versailles hier soir, l'Assemblée nationale était en pleine fièvre politique. Ce n'est pas que les discussions publiques soient orageuses, tout au contraire...

Ce n'est pas que les discussions publiques soient orageuses, tout au contraire. Rien de plus froid que les séances; et sans l'incident Mortimer-Ternaix, qu'il a plu à M. Thiers de prendre du mauvais côté, rien ne serait venu rompre la monotonie de ces quinze derniers jours...

Le président est monté gravement au fauteuil. Les orateurs se sont succédés sans empressement et se sont renfermés — chose

nouvelle — dans le programme de l'ordre du jour. Puis chacun a déposé silencieusement dans l'urne sa boule blanche ou noire.

La vie n'est pas dans l'enceinte de l'Assemblée; elle est au dehors, à la salle des conférences, dans les réunions privées. On dirait que, par une sorte de convention secrète, la Chambre a écarté du débat public, pour la traiter en temps plus opportun, la grande question qui préoccupe tous les esprits.

Le moment viendra bientôt de laborer de front. M. le comte de Chambord l'a posé nettement dans son manifeste; et il ne dépendra point des fantaisies de M. Thiers, le jour où l'insurrection sera vaincue dans les rues de Paris, d'ajourner ce débat solennel.

Je n'en veux d'autre preuve que la proposition de ce député de la gauche, M. Peyrat, qui demandait aujourd'hui à la Chambre de déclarer que la République est la forme définitive de gouvernement en France.

La majorité a repoussé l'urgence. Pourquoi? C'est une faute. Il fallait tout au moins prendre acte de cette doctrine (sente nouvelle dans le parti républicain) qui affirme le pouvoir constituant de l'Assemblée actuelle. Car enfin, si M. Peyrat lui reconnaît le droit de proclamer la République à titre définitif, il ne peut en bonne logique lui refuser celui de se prononcer pour la forme monarchique.

J'ai pu rentrer à Paris dans la soirée, en prenant pas mal de détours, et encore plus de précautions. La colonne venait de tomber. Je n'ai donc pas assisté à ce triste et honteux spectacle. Alors même que j'eusse été un des dix cents privilégiés de la Commune, je ne sais pas si mes devoirs de chroniqueur, tout impérieux qu'ils sont, l'auraient emporté sur le dégoût. J'ai visité la place Vendôme après ce sacrifice national.

Lorsque je suis arrivé sur les boulevards, la foule revenait de l'exécution et encombrait la rue de la Paix. En général, les visages étaient sombres. J'ai bien entendu quelques hurlements; mais à travers les cris assez rares de « Vive la Commune », il était facile de voir que le sentiment d'une action honteuse et criminelle planait sur la multitude.

C'est un événement pour Paris tout entier que la destruction de la colonne. On s'en entretient partout à voix basse. Personne n'approuve, ce qui veut dire que tout le monde blâme. Je ne crains pas d'affirmer que l'impression générale est toute de tristesse et d'indignation.

Grand découragement dans les bataillons fédérés, à la Commune, partout, depuis que Vanves et Montrouge sont tombés au pouvoir de l'armée. On sent bien que le moment suprême approche. Paschal Grousset fait aux grandes villes de France des appels désespérés, et le Réveil demande un dictateur.

Pour redonner du cœur à l'insurrection, on écrit dans les journaux de la Commune que Paris est imprenable, que les portes sont défendues par des torpilles, que l'armée de Versailles sera anéantie à l'heure même où elle franchira l'enceinte continue. Derniers mensonges de l'agonie! Ni les barricades, ni les bombes à pétrole n'arrêteront les soldats de Mac-Mahon. Seule ment, plus la défense sera opiniâtre, plus entreront dans les âmes la colère et la soif de vengeance.

Attendez-vous à une réaction terrible.

Versailles, 17 mai, 9 h. du soir. La poudrière du Trocadéro a sauté à cinq heures et demie du soir.

L'explosion a été épouvantable, elle a été entendue jusqu'à Versailles.

On assure que l'explosion a été occasionnée par un obus de la batterie de Breteuil.

Versailles, 18 mai, 10 h. 30 soir.

L'Assemblée passe à la discussion du traité de paix. Le rapporteur annonce que le ministre des finances a donné

l'assurance que 1500 millions seront payés d'un coup par un seul emprunt afin d'abrégé l'occupation prussienne.

L'Assemblée adopte la ratification du traité; M. Thiers appuie au point de vue stratégique l'échange de territoire proposé par l'Allemagne.

L'échange est adopté par 440 voix contre 98.

Versailles, 18 mai.

Le Journal officiel publie un article, faisant ressortir les immenses difficultés qu'il fallut vaincre pour créer à Versailles un centre d'opérations militaires contre Paris insurgé; il réfute ceux qui soupirent après la délivrance et qui s'irritent néanmoins contre les mesures qui la préparent.

Le gouvernement a fait tout ce qui était humainement possible, pour épargner les innocents, circonscrire les effets des luttes dont les coupables ne sont pas malheureusement les seules victimes, mais il ne peut pas opérer des miracles. Ceux qui lui en demandent témoignent par leurs exigences contradictoires qu'ils ont encore à faire leur éducation de citoyens d'un pays libre.

Les renseignements de Paris disent que l'explosion d'hier n'est pas celle du Trocadéro, mais la cartoucherie du Champ-de-Mars située avenue Labourdonnaie. L'explosion a été épouvantable, les tués et blessés sont assez nombreux. L'explosion s'est produite par imprudence.

Le Journal officiel de Paris, de ce matin, accuse les agents de Versailles d'avoir occasionné l'explosion; il dit qu'il y a une centaine de victimes.

Quatre arrestations ont été opérées.

Le journal la Vérité démontre que l'explosion ne peut pas être attribuée à la malveillance et a été le résultat d'un accident.

La Vérité constate qu'aucun obus n'a touché le Champ-de-Mars au moment de l'explosion.

Versailles, 18 mai.

La canonnade et les travaux continuent; mais aucun engagement n'est signalé.

La commission du traité de paix a décidé de proposer l'adhésion à l'échange de terrains avoisinant Metz, contre l'arrondissement de Belfort.

Paris, 17 mai, 8 h. du soir.

Les batteries versaillaises établies depuis Montrouge jusqu'à Issy et celles qui se trouvent sur le glacis du fort de Vanves, ont attaqué Bicêtre et les Hautes-Bruyères avec violence.

Un terrible bombardement de la porte Maillot et de l'Arc-de-Triomphe a eu lieu.

Paris, 17 mai.

Les portes de Versailles et d'Auteuil sont détruites par l'artillerie; les bastions voisins reçoivent une pluie de projectiles à laquelle ils ne peuvent riposter.

Le fort d'Issy tire violemment sur Petit-Vanves, Grenelle et le Point-du-Jour.

Ce dernier est intenable pour l'artillerie des insurgés.

On croit que les Versaillais minent les murs dans la direction de la porte de la Muette.

La désunion entre la Commune et le Comité continue.

Paris, 18 mai.

Le nombre des personnes tuées hier par l'explosion de la fabrique de cartouches du Champ-de-Mars est, dit-on, de 150 à 200. La plupart des victimes sont des femmes. La quantité de cartouches était très-grande. Toutes les fenêtres de Grenelle, du quartier Saint-Germain et Saint-Dominique et des quartiers environnants ont été brisées.

Clément Brunel a été arrêté.

NOUVELLES DE VERSAILLES

On écrit de Versailles: « Nous n'avons aucun fait nouveau de guerre à signaler, mais nos travaux sont poussés activement. A certains endroits, nous ne sommes qu'à quelques centaines de pas du rempart; au bois de Boulogne surtout, nos travaux sont très-avancés. Les batteries de brèche pourront bientôt commencer leur feu et dès qu'il y aura suffisamment de brèches dans le rempart pour permettre à 40 ou

50,000 hommes d'entrer rapidement l'assaut sera donné, et il est probable qu'un déploiement de forces aussi considérable sera forcé. Les Communes à abandonner les premiers ouvrages qu'ils ont élevés à la hâte, dans les remparts.

Montretout continue à canonner l'enceinte de Paris; les fédérés ne peuvent s'y maintenir et depuis 24 heures ils n'ont pas répondu à notre feu, ce qui nous permet de faire nos travaux sans être inquiétés. Au Point-du-Jour deux incendies se sont déclarés hier.

Le Mont-Valérien tiré sur la Porte Maillot. La batterie de Montmartre a été complètement muette dans la journée d'hier.

L'effort des fédérés, se porte surtout sur nos ailes. On se bat continuellement à Salignyville dans le Petit Montrouge où la Commune a massé des forces considérables.

« Chaque nuit, sur toute la ligne du Sud, nous poussons des reconnaissances jusqu'aux avant-postes des fédérés; nous les forçons à rétrograder en leur tuant quelques hommes et en leur faisant des prisonniers. C'est ce qui explique l'arrivée quotidienne à Versailles d'un certain nombre de gardes nationaux capturés dans des différentes escarmouches.

Les insurgés viennent de renforcer la garnison du fort de Montrouge; le fort de Bicêtre et les bastions de Vanvres ont été occupés par les fédérés. Cependant, nous nous emparons facilement de ce fort; une partie des pièces sont démontées, les autres seront bien vite dans l'impossibilité de nous faire aucun mal, étant squimmées au feu incessant de nos batteries de Breteuil, d'Issy, de Meudon, de Brimborion et de Chatillon.

Le Mont-Saquet et les Hautes-Bruyères sont également très-menacés; les forts de Bicêtre et d'Ivry ne sont pas assez fortement occupés pour les protéger.

Les canonniers ont définitivement quitté le Point-du-Jour; l'équipage qui les montait a été déversé dans les batteries de terre. Le fort d'Issy, Breteuil et Montretout continuent à tirer sur le Point-du-Jour, afin d'empêcher les insurgés de s'y établir de nouveau. La porte et la gare d'Auteuil sont entièrement démolies.

Le Trocadéro a recommencé hier, à tirer, mais le Mont-Valérien l'a forcé à rentrer dans le silence.

Nous avons dit que les insurgés avaient tenté, avant-hier, une grande sortie; voici, d'après le Français, quel était leur plan. Faire une fausse attaque du côté de la porte Maillot et se porter à l'extrême gauche entre Saint-Ouen et Asnières, pour aller de là entre Gennevilliers et Colombes, tourner Rueil et menacer Saint-Germain où Versailles. Mais nos sentinelles remarquèrent les barques portant les fédérés de la rive droite à la rive gauche; l'alarme fut donnée; quand cinq ou six Communes eurent atteint la rive gauche; les volontaires de Seine-et-Oise les attaquèrent à la baïonnette; ils furent bientôt dispersés; les autres furent tués, blessés ou pris.

Le général Changarnier a visité hier les batteries de Montretout.

Hier, à 4 heures, les canons pris au fort de Vanves ont été ramenés à Versailles. Le cortège s'est d'abord rendu à l'hôtel de la Préfecture où M. Thiers et le maréchal Mac-Mahon ont passé en revue les troupes qui escortaient ces canons, et ramenaient triomphalement plusieurs drapeaux rouges, dont un à franges d'or, appartenant au 67e bataillon. M. Thiers a remercié, en quelques mots, les soldats, d'avoir fait énergiquement leur devoir. De la Préfecture, le cortège s'est dirigé sur le château, où M. Grévy l'a reçu à la tête d'une députation de l'Assemblée. M. Grévy a également harangué les soldats. Parmi les canons, tous ornés de branches d'arbres, de feuillages et de fleurs, on en remarquait plusieurs qui avaient été gravement endommagés par les obus. Quelques-uns avaient la gueule complètement tordue.

NOUVELLES DE PARIS

Hier après-midi, vers cinq heures et demie, une terrible explosion a eu lieu dans une fabrique de cartouches de l'avenue Rapp, près du Champ-de-Mars.

Cet établissement occupait 500 ouvriers, mais, vu l'heure avancée, on suppose qu'il ne s'en trouvait que 200 dans les ateliers au moment de l'explosion. Ce sont pour la plupart des femmes. Toutes ont perdu la vie.

Un poste d'insurgés qui se trouvait près de là a sauté. On ignore le nombre d'hommes qui s'y trouvaient. Un incendie terrible s'est déclaré après l'explosion; on éprouve les craintes les plus graves pour un autre magasin à poudre qui se trouve dans le voisinage.

Des pièces de cuivre et de fonte ont été lancées à une distance de plus de quatre cents mètres.

La secousse a été ressentie dans toute la capitale. Des fenêtres ont été brisées dans les environs du ministère de la guerre.

Ces détails manquent encore sur cette terrible catastrophe, qui est due, croit-on, à la malveillance.

On a arrêté et conduit à l'Hôtel-de-Ville deux individus soupçonnés d'être les auteurs de l'explosion.

La nuit dernière, la police a fait une descente dans le restaurant américain Peters, sur les boulevards, et a arrêté 150 hommes et femmes qui s'occupaient dans cet établissement.